

De la nation France et de la démocratie

Ismail FERHAT

Critiquant le « néo-nationalisme » de Nicolas Sarkozy, imprégné de barrésisme, l'historien Vincent Duclert a rassemblé un ensemble de textes pour montrer que, si la France a une « identité », celle-ci est profondément démocratique, fondée sur des idéaux qui remontent aux Lumières et à l'Antiquité.

Recensé : Vincent Duclert, *La France, une identité démocratique, les textes fondateurs*. Seuil, 2008. 25€.

L'histoire – et en particulier l'histoire politique – semble être une pièce majeure du discours du président Sarkozy. La défense de l'identité nationale et le rejet de l'« auto-flagellation » en constituent les deux piliers rhétoriques. Plusieurs historiens de gauche (notamment dans un récent ouvrage, *Comment Nicolas Sarkozy réécrit l'histoire de France*¹) les ont critiqués avec virulence. De manière plus globale, depuis la loi Taubira de 2001 définissant la traite transatlantique comme un crime contre l'humanité et depuis la loi du 23 février 2005, dont l'article 4 défendait les aspects « positifs » de la colonisation, l'histoire de la nation française et ses implications immédiates sont revenues avec force au sein du débat public. Plusieurs historiens se sont d'ailleurs mobilisés contre les « lois mémorielles », notamment au travers de deux initiatives, *Liberté pour l'histoire* (établie sous le patronage de René Rémond en décembre 2005) et le *Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire* (animé notamment par les auteurs de l'ouvrage cité plus haut). Manifestes, pétitions,

¹ Laurence De Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich (dir.), *Comment Nicolas Sarkozy réécrit l'histoire de France*, Paris, Agone, 2008.

ouvrages et prises de positions se sont multipliés depuis quelques années à propos de l'usage de l'histoire à des fins jugées militantes ou partisans.

Dans le cadre de ce débat brûlant, Vincent Duclert, professeur à l'EHESS et spécialiste de l'affaire Dreyfus, ne cache pas sa position très hostile au président de la République et en particulier au ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Le recueil de textes qu'il propose pour illustrer l'« identité démocratique » de la France est précédé d'une substantielle introduction. Celle-ci commence par une question abrupte : « Comment définir la France ? » En effet, souligne-t-il, la dernière campagne présidentielle a fait de l'identité nationale un sujet capital du débat public et des argumentations des deux principaux candidats. Duclert critique durement ce qu'il appelle le « néo-nationalisme » de Nicolas Sarkozy, soulignant que le discours présidentiel, arc-bouté sur l'« identité française », est plus réducteur que celui de ses prédécesseurs sous la Ve République, qui avaient mis en avant le primat de la République, avec tous les éléments afférents (héritage des Lumières, droits de l'homme, tradition d'ouverture, etc.). Non pas que le général de Gaulle ou Mitterrand aient ignoré la nation : comme le souligne l'auteur, ils l'ont soigneusement encadrée dans la République. Le néo-nationalisme de Sarkozy, qui puise dans l'une des traditions de la droite hexagonale (Maurice Barrès notamment), s'oppose *a contrario*, selon Vincent Duclert, à l'élément central de l'« identité démocratique » de la France, l'universalisme, la capacité à promouvoir des règles et une identité commune faisant fi de l'attachement à la terre et à une culture fermée. La France, souligne-t-il, a d'abord pour identité un corpus de règles, de droits, d'aspirations et d'idéaux qui ont façonné son histoire, sa culture politique et *in fine* son fonctionnement républicain.

L'auteur approfondit son analyse en disséquant la principale innovation de ce discours, le ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Vincent Duclert pense que le rapprochement de ces deux concepts symbolise la rupture apportée par la rhétorique sarkozienne. En effet, les éléments extérieurs à la nation (les étrangers) seraient opposés à une donnée anhistorique, détachée de tout contexte et close sur elle-même. Analysant le discours présidentiel et l'action de Brice Hortefeux, en charge de ce ministère inédit, Duclert souhaite démontrer le déplacement intellectuel, identitaire et politique qu'induit le néo-nationalisme sarkozyste. La référence à la nation balaie ainsi les clivages politiques (d'où l'utilisation de références éclectiques, de Jean Jaurès à Guy Môquet) tout en relativisant le patrimoine républicain qui constituait le soubassement du jeu politique.

Le recueil de textes est organisé autour de six thématiques qui apparaissent à Vincent Duclert comme autant de fondements de l'« identité démocratique » de la France : la fidélité historique, les origines philosophiques, l'engagement des philosophes, l'affirmation des droits et des libertés en France, la République française à la recherche de la démocratie, les droits de l'homme et du citoyen. La sélection des textes ou d'extraits de texte (signés par les Lumières, les pères fondateurs de la République ou les grandes figures du progressisme français, issues du monde politique ou de celui des lettres) sert à illustrer le propos et l'argumentation de l'auteur. Les intellectuels engagés dans l'affaire Dreyfus sont notamment mis en avant. Vincent Duclert, là encore, ne cache pas l'orientation politique de ses choix, les auteurs issus du progressisme républicain (comme Gambetta et Buisson) et du socialisme démocratique (comme Jaurès et Camus) étant abondamment cités. Dans la puissante conclusion de son discours, face à ses accusateurs, au procès de Riom en 1942, Léon Blum rappelle que la République *est* l'histoire de France :

« Nous n'y mettons pas de présomption, mais nous y apportons une certaine fierté : nous avons dans un temps bien périlleux, personnifié et vivifié la tradition authentique de notre pays, qui est la tradition démocratique et républicaine. De cette tradition, à travers l'histoire, nous aurons malgré tout été un moment. Nous ne sommes pas je ne sais quelle excroissance monstrueuse dans l'histoire de ce pays, parce que nous avons été un gouvernement populaire ; nous sommes dans la tradition de ce pays depuis la Révolution française. Nous n'avons pas interrompu la chaîne, nous ne l'avons pas brisée, nous l'avons renouée et nous l'avons resserrée. »

Néanmoins, Vincent Duclert n'hésite pas à se référer aux grands textes gréco-romains ainsi qu'aux réflexions des auteurs modernes, soulignant que la République est un projet aux racines anciennes. Périclès, Cicéron, saint Augustin, Bacon, Spinoza, Condorcet ou Foucault se côtoient dans un éclectisme certain et revendiqué. Tels sont les référents et références de l'identité hexagonale qui, selon l'auteur, ne peut être en fin de compte que synonyme de République et de démocratie. Pour autant, Duclert se garde bien d'en proposer une lecture univoque : la démocratie, les droits de l'homme et la République sont précisément des manières de ne pas « fermer » la question de l'identité nationale.

Texte paru dans lavedesidees.fr, le 14 septembre 2008

© lavedesidees.fr